

Confronté durant plusieurs semaines à une révolte dans les banlieues et les quartiers pauvres, le gouvernement a cherché à minimiser le fait que cette situation résultait avant tout de l'accumulation des inégalités et des discriminations engendrées par plusieurs décennies de politiques désastreuses.

Loin de mettre un terme à tous les discours insupportables et dévalorisants qui stigmatisent quotidiennement les habitants de ces quartiers, nous assistons depuis quelques jours à une véritable surenchère populiste de la part de certains responsables politiques qui multiplient les contrevérités et les amalgames visant à faire des étrangers des boucs émissaires.

Après les propos du Ministre de l'Intérieur désignant les étrangers comme principaux responsables des violences de ces dernières semaines et préconisant d'expulser tout étranger en situation régulière arrêté dans ce cadre, ce sont notamment le Ministre délégué à l'emploi, Gérard Larcher, et le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, qui pointent désormais la polygamie et le regroupement familial comme sources des violences urbaines.

Les chiffres officiels sont pourtant là pour démontrer que seuls 6 à 8% des personnes interpellées ces dernières semaines ne sont pas françaises. Quant à la polygamie, dont les premières victimes sont les femmes, et au *droit* - inaliénable au vu de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'Homme - *qu'à toute personne, quelque soit sa nationalité, de mener une vie familiale normale*, ils ne sauraient en aucun cas expliquer cette crise sociale.

De tels propos visent en fait à déplacer sciemment les problématiques sociales soulevées ces dernières semaines sur le seul terrain de l'immigration.

La multiplication de ces déclarations témoigne clairement que ce thème de l'immigration est d'ores et déjà exploité avec toute la démagogie possible comme élément important de la stratégie de la majorité actuelle - attirer les voix de l'Extrême-droite xénophobe et raciste - dans la perspective des échéances électorales de 2007.

Une telle attitude est indigne et irresponsable : elle déstabilise chaque jour davantage des populations entières (en situation régulière ou non) ; elle engendre son lot d'abus et de bavures ; elle favorise la montée de la xénophobie, du racisme, de l'exclusion et, par réaction, les communautarismes au sein de notre pays.

L'Union syndicale Solidaires refuse que des populations entières, de part leurs origines, soient sacrifiées sur l'autel d'ambitions politiques nauséabondes et que l'on transforme les victimes de la discrimination et de l'exclusion en responsables de leurs maux.

Les Français, les étrangers qui résident en France en situation régulière, les sans papiers, méritent autre chose que la peur de l'autre, les tentatives de division et au bout du compte la xénophobie à l'encontre de populations qui subissent déjà au quotidien plus de discriminations, plus de précarité, plus de chômage que le reste de la société.

Pour l'Union syndicale Solidaires, la réponse à la crise vécue dans les quartiers populaires ne passe ni par la répression, ni par la provocation, ni par l'utilisation démagogique et électoraliste de ces difficultés sociales. L'urgence dans notre pays est plus que jamais à la mise en œuvre d'une réelle politique nationale de lutte contre les discriminations et pour l'égalité des droits.

Paris, le 21 novembre 2005

Téléphone : 01 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14

contact@solidaires.org

www.solidaires.org